



Treasury Board of Canada  
Secretariat

Ottawa, Canada  
K1A 0R5

Secrétariat du Conseil du Trésor  
du Canada

3 1761 120633995

## CONTRACTING POLICY NOTICE 1998-7

FILE NO: 3800-009

DATE: November 24, 1998

TO: Functional Heads,  
Administration/Finance of all  
Departments and Agencies

SUBJECT: Year 2000 Readiness; Emergency  
Contracting

### SUMMARY

Most federal Year 2000 procurement is and will be done through competitive tendering. There may be instances where the Emergency Contracting provisions of the Treasury Board Contracts Directive could be used. Contracting authorities are reminded that for procurements related to emergency situations generated by issues of Year 2000 readiness or compliance, the requirement for calling bids may be set aside in a situation in which the need is one of pressing emergency in which delay would be injurious to the public interest. For contract entry, Part III of the Treasury Board Contracts Directive provides authority for up to \$1 million per contract.

### EXISTING POLICY AND AUTHORITIES

1. Most federal government Year 2000 procurement is and will continue to be done competitively, in accordance with the Treasury Board contracting policies.

## POLITIQUE SUR LES MARCHÉS AVIS 1998-7

DOSSIER NO : 3800-009

DATE : Le 24 novembre, 1998

AUX : Chefs fonctionnels  
Administration/Finances de tous les  
ministères et organismes

OBJET : Préparation en vue de l'an 2000; passation  
de marchés en cas d'urgence

### RÉSUMÉ

La plupart des acquisitions fédérales relatives à l'an 2000 sont et seront faites par voie d'appels d'offres concurrentiels. Toutefois, il peut y avoir des situations où il convient d'appliquer les dispositions sur les marchés conclus en cas d'urgence de la Directive du Conseil du Trésor sur les marchés. Ainsi, dans les situations d'extrême urgence liées à la préparation ou à la conformité aux exigences de l'an 2000, l'autorité contractante peut se soustraire à l'obligation de lancer un appel d'offres si un retard risque d'être préjudiciable à l'intérêt public. En ce qui a trait à la conclusion de marchés, la Partie III de la Directive du Conseil du Trésor sur les marchés autorise la passation de marchés d'une valeur maximale d'un million de dollars chacun.

### POLITIQUES ET POUVOIRS EXISTANTS

1. La plupart des acquisitions du gouvernement fédéral relatives à l'an 2000 sont et seront faites de manière concurrentielle, conformément aux politiques du Conseil du Trésor sur les marchés.

2. All contracting authorities have contract entry authority of up to \$1 million for contract situations resulting from "a pressing emergency" (Part III of the Contracts Directive, Appendix C of the Contract Policy). All contract authorities may set aside the requirement in the Government Contracts Regulations to call for bids when there is a "pressing emergency in which delay would be injurious to the public interest". The trade agreements provide for comparable exceptions to the bidding requirements.

3. At present, use of the emergency contract entry authority requires that a report be sent to the Treasury Board Secretariat, within sixty days of exercising this authority.

4. Contracting for goods or materiel related to Year 2000 needs is the legal responsibility of the Department of Public Works and Government Services (PWGSC) if the value of the procurement exceeds the delegation that has been given to your respective minister by the Minister of Public Works and Government Services. The Department of Public Works and Government Services has put in place a dedicated procurement office to respond to Year 2000 departmental needs and it is suggested you discuss any Year 2000 requirements with that office. That department has an extensive net of standing offers in place, which could be used to satisfy your requirements for goods or services, very quickly. Details of these arrangements, as well as other services available for Year 2000 needs, are being sent to all departments by PWGSC.

2. Toute autorité contractante peut passer un marché jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$ pour faire face à une situation d'« extrême urgence » (Partie III de la Directive sur les marchés, annexe C de la Politique sur les marchés). Toute autorité contractante peut, dans des « situations d'extrême urgence », se soustraire à l'obligation prescrite par le Règlement sur les marchés de l'État de lancer un appel d'offres dans tous les cas où « un retard serait préjudiciable à l'intérêt public ». Les accord commerciaux prévoient des exceptions similaires au processus d'appel d'offres.

3. Actuellement, en cas de recours au pouvoir de passation de marché en cas d'urgence, il faut présenter un rapport au Secrétariat du Conseil du Trésor dans les 60 jours suivant l'exercice de ce pouvoir.

4. La passation de marchés de fournitures ou de matériel relatifs aux besoins de préparation à l'an 2000 est la responsabilité juridique du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSGC) si la valeur de l'acquisition dépasse le pouvoir qui a été accordé à votre ministre par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux. Le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux a mis en place un bureau spécialement voué à l'acquisition pour répondre aux besoins des ministères à l'approche de l'an 2000 et il vous est recommandé de discuter avec ce bureau de tout besoin concernant l'an 2000. Ce ministère dispose d'un grand réseau d'offres permanentes qui peut être utilisé pour répondre très rapidement à vos besoins de fournitures ou de services. TPSGC communiquera à chaque ministère les détails de ces dispositions et des autres services disponibles pour répondre aux besoins liés à l'an 2000.

5. Contracting Policy Notice 1998-3, March 11, 1998, discussed concerns in relation to Government-Wide Mission Critical Systems. Special contract entry authority was also announced for use by the Minister of Public Works and Government Services. Also, departments were provided with special authority, until March 31, 2001, to enter into contracts resulting from call-ups against the Year 2000 National Master Standing Offer, for the repair of systems in support of information technology readiness to a limit of \$150,000, and to amend these contracts by \$75,000.

6. Departments are also reminded that they should work with officials from PWGSC to proactively identify future Year 2000 procurements which that department can arrange or manage for them. If there are common needs identified, it will allow PWGSC to put in place the appropriate contracting arrangements.

#### **TRADE AGREEMENTS CONSIDERATIONS**

7. In each of the three trade agreements which include a chapter on government procurement, viz., the North American Free Trade Agreement (NAFTA), the World Trade Organization Agreement on Government Procurement (WTO-AGP), and the Agreement on Internal Trade (AIT), the bidding process for covered procurements, may be set aside for reasons of extreme urgency brought about by events unforeseen by the procuring entity and where the goods or services could not be obtained in time by means of open or selective tendering procedures. It should be noted that an "Emergency" situation as contemplated by the Government Contracts Regulations is not necessarily synonymous with a situation of "unforeseen urgency" as contemplated by the trade agreements.

5. L'avis n° 1998-3 du 11 mars 1998 concernant la Politique sur les marchés aborde les questions relatives aux systèmes essentiels à la mission de l'administration fédérale. Des pouvoirs exceptionnels de passation de marchés ont également été annoncés par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux. De plus, jusqu'au 31 mars 2001, on a accordé aux ministères des pouvoirs exceptionnels leur permettant de conclure des marchés résultant de commandes subséquentes à l'Offre à commande principale et nationale pour la réparation des systèmes qui appuient la préparation de la technologie de l'information à l'an 2000, lorsque le marché ne dépasse pas 150 000 \$ et que les modifications des marchés ne dépassent pas 75 000 \$.

6. On a aussi rappelé aux représentants des ministères qu'ils devraient collaborer avec les porte-parole de TPSGC pour cerner, de manière proactive, les futurs achats liés à l'an 2000 que le ministère peut organiser ou gérer pour eux. S'il est possible de déterminer des besoins communs, TPSGC sera alors en mesure d'élaborer des ententes contractuelles appropriées

#### **ACCORDS COMMERCIAUX**

7. Dans chacun des trois accords commerciaux qui comportent un chapitre sur les acquisitions gouvernementales, soit l'Accord de libre-échange nord-américain, l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC) et l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), le processus d'appel d'offres pour les acquisitions visées peut être suspendu pour des raisons d'extrême urgence découlant d'événements non prévues par l'entité acheteuse et de cas où les biens et services ne peuvent pas être obtenus à temps par l'entremise de procédures d'appel d'offre ouvertes ou sélectives. Il convient de noter que la situation d' « urgence » dont il est question dans le Règlement sur les marchés de l'État n'est pas nécessairement synonyme de la situation d' « urgence imprévue » décrite dans les accords commerciaux.

8. Procurements subject to the trade agreements are subject to bid challenges to the Canadian International Trade Tribunal (CITT). Year 2000 information technology procurement is not exempt from the challenge possibility. This must be considered as an inherent risk to be borne by the procuring department.

9. In the event of a CITT challenge, departments seeking to invoke the exceptions to the bidding requirements of the trade agreements will be required to explain to the Tribunal that their actions conform to circumstances envisioned by the agreements.

10. Invocation of the bidding exceptions to the trade agreements will not necessarily deter a challenge before the CITT by a competing supplier. Nonetheless, in making the decision to proceed with a procurement by invoking the bidding exceptions to the trade agreements, each department is essentially making a decision to continue to proceed despite a challenge.

11. In determining whether there is any merit to the complaint before it, the CITT will weigh the reasons the department has used to invoke the exceptions to the trade agreements and assess whether the process was unfair or discriminatory and whether, in fact, it was necessary to proceed with the procurement by way of the invocation of the exceptions to the trade agreements. In these instances, departments would present their case.

#### **CONTRACTING POLICY WEB SITE**

12. This notice will not be incorporated into the electronic version of the Contracting Policy since it does not change any of the existing policies.

8. Les acquisitions visées par les accords commerciaux peuvent faire l'objet d'une contestation du processus d'appel d'offres devant le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE). Les acquisitions pour la réparation de la technologie de l'information en vue de l'an 2000 ne sont pas à l'abri de ce genre de contestation. Il s'agit d'un risque inhérent auquel s'expose le ministère contractant.

9. En cas de contestation devant le TCCE, les ministères qui désirent invoquer les exceptions aux exigences en matière d'appel d'offres des accords commerciaux devront convaincre le Tribunal que leurs actes sont conformes aux circonstances prévues dans les accords.

10. Le fait d'invoquer les exceptions en matière d'appel d'offres des accords commerciaux n'empêchera pas nécessairement la présentation par un fournisseur concurrent d'une contestation devant le TCCE. Néanmoins, le ministère qui prend la décision de procéder à une acquisition en invoquant les exceptions en matière d'appel d'offres prévues par les accords commerciaux choisit en réalité de poursuivre sa démarche malgré le risque de contestation.

11. Afin de déterminer le bien-fondé de la plainte déposée devant lui, le TCCE évaluera les raisons qui ont incité le ministère à invoquer les exceptions prévues dans les accords commerciaux et déterminera si le processus était inéquitable ou discriminatoire et s'il était bien nécessaire de procéder à l'acquisition en invoquant les exceptions prévues dans les accords commerciaux. En de telles instances, les ministères devront présenter leurs cas.

#### **POLITIQUE SUR LES MARCHÉS SUR LE SITE WEB**

12. Cet avis ne sera pas ajouté à la version électronique de la Politique sur les marchés puisqu'il ne modifie aucune politique existante.

13. **Online access:** All TBS publications are now available online via the TBS home page on GENet. To access this site, type the following in the address section of your World Wide Web browser:

<http://publiservice.tbs-sct.gc.ca/>

14. The Government Telecommunications and Informatics Services (GTIS) manages GENet. For help in accessing it, please contact your Informatics Division or your departmental library.

15. The same publications are also available via the TBS home page on the Internet. The address is:

<http://www.tbs-sct.gc.ca/>

16. You will be able to access this Contracting Policy Notice on the home page via "Policies and Publications". Under the title "Comptrollership Branch", click on "Financial Management and Contracting". In this page, click on "Contracting". Here, you will find a listing of links to various contracting related material, including the list of all Contracting Policy Notices and TB circulars still in effect.

13. **Accès en direct :** Toutes les publications du SCT sont maintenant accessibles en direct, à partir de la page d'accueil du SCT dans GENet, le réseau interne du gouvernement fédéral. Pour accéder à ce site, veuillez taper les coordonnées suivantes dans la section « adresse » de votre fureteur W3 :

<http://publiservice.tbs-sct.gc.ca/>

14. Ce sont les Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique (SGTI) qui gèrent le GENet. Pour obtenir de l'aide en vue d'accéder au réseau, veuillez communiquer avec votre division des services informatiques ou votre bibliothèque ministérielle.

15. Ces mêmes publications sont également accessibles par l'entremise de la page d'accueil du SCT dans Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.tbs-sct.gc.ca/>

16. Vous pouvez consulter cet avis de la Politique sur les marchés à partir de la page d'accueil du site en sélectionnant l'option « Politiques et publications ». Sous la rubrique « Direction de la fonction de contrôleur », cliquez sur « Gestion financière et marchés ». Une fois dans cette page, cliquez sur « Marchés ». Vous y trouverez une liste de liens vers divers documents liés aux marchés, notamment la liste de tous les avis de politique et de toutes les circulaires sur les marchés en vigueur.

## ENQUIRIES

17. For further information, please contact the Contract Policy Division, Comptrollership Branch, Treasury Board Secretariat at (613) 957-2526, or by fax at (613) 952-1381 or by E-mail at:

**Internet:**

TBS-SCT@tbs-sct.gc.ca/

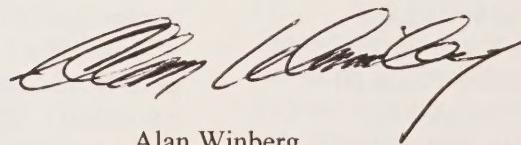
## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

17. Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à la Division de la politique sur les marchés, Direction de la fonction de Contrôleur, Secrétariat du Conseil du Trésor par téléphone au (613) 957-2526, par télécopieur au (613) 952-1381 ou par courrier électronique, à :

**Internet:**

TBS-SCT@tbs-sct.gc.ca/

Le secrétaire adjoint,  
Secteur de la politique de gestion des risques, des achats et des actifs



Alan Winberg  
Assistant Secretary  
Risk, Procurement and Asset Management Policy Sector

Distribution: TB06, TB07, T004, T005, T009, T010, T022, T023, T024, T025, T035, T036, T038, T041, T161, T224 and T225.